

DÉCIDE:

Article premier

La mesure

La décision annuelle de financement, qui constitue la mesure annuelle pour la mise en œuvre des mesures particulières en faveur de la population de la République du Soudan pour 2023, telles qu'elles figurent dans les annexes, est adoptée.

La mesure comporte les actions suivantes:

- (a) «Renforcer la sécurité alimentaire et la résilience des communautés rurales au Soudan», qui fait l'objet de l'annexe I;
- (b) «Prodiguer des soins de santé primaires aux populations vulnérables souffrant d'insécurité alimentaire et de malnutrition au Soudan», qui fait l'objet de l'annexe II.

Article 2

Contribution de l'Union

Le montant maximal de la contribution de l'Union destinée à la mise en œuvre de la mesure pour 2023 est fixé à 130 000 000 EUR, à financer sur les crédits inscrits sur la ligne suivante du budget général de l'Union:

– ligne budgétaire BGUE-B2023-14 02 01 21-C1: 130 000 000 EUR

Les crédits prévus au premier alinéa peuvent également couvrir les intérêts de retard.

Article 3

Modes d'exécution et entités ou personnes chargées de l'exécution

L'exécution des actions menées en gestion indirecte, telles qu'exposées dans les annexes, peut être confiée aux entités ou aux personnes mentionnées ou sélectionnées conformément aux critères fixés au point 4.4.2 des annexes I et II.

Article 4

Clause de flexibilité

Les augmentations ou les diminutions de maximum 10 000 000 EUR ne dépassant pas 20 % de la contribution fixée à l'article 2, premier alinéa, ou les modifications cumulées⁵ des crédits alloués à des actions spécifiques ne dépassant pas 20 % de ladite contribution, ainsi que les prolongations de la période de mise en œuvre, ne sont pas considérées comme substantielles aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement financier pour autant qu'elles n'aient d'incidence significative ni sur la nature ni sur les objectifs des actions.

L'ordonnateur compétent peut appliquer les modifications visées au premier alinéa. Ces modifications sont appliquées dans le respect des principes de bonne gestion financière et de proportionnalité.

⁵ Ces modifications peuvent venir de recettes affectées devenues disponibles après l'adoption de la décision de financement.